

Argentine : la fin du tango...

Claude Gauvreau

Depuis plusieurs semaines, les Argentins sont dans la rue et ils ne dansent pas de joie. Dans ce pays de 36 millions d'habitants, censé être parmi les plus riches et les plus modernes d'Amérique latine, la pauvreté touche plus du tiers des habitants, le chômage atteint 20 % et la dette nationale s'élève à 160 milliards \$. Pas de quoi fêter, vraiment!

Pour Victor Armony, Argentin d'origine et professeur au Département de sociologie, la cause première de la crise actuelle est politique. «Évidemment, l'Argentine fait face à de lourdes contraintes économiques et subit les effets de la privatisation brutale des années 90, mais il faut d'abord pointer du doigt la corruption qui traverse l'ensemble de la classe politique où tout le monde se trouve compromis.» Comme le rapportait le magazine français *L'Express*, selon un sondage récent de Gallup Argentina pour le quotidien *La Nación*, «89 % des Argentins estiment que les raisons de la crise ne se trouvent ni dans le modèle social, le néolibéralisme, ni dans la politique de change, mais dans le gaspillage des deniers de l'État et l'incompétence de la classe politique.»

Le phénomène de la corruption atteint également le monde des affaires, ajoute M. Armony. «Ce sont les grandes compagnies et les entrepreneurs qui ont prêché le libre-échange tout en profitant des largesses de l'État grâce à toutes sortes d'échappatoires fiscales, légales ou non.» Par ailleurs, sans vouloir atténuer la responsabilité écrasante des élites politiques et économiques, Victor Armony rappelle aussi qu'une proportion im-

portante de la population commet des fraudes fiscales et transige au marché noir. «Cela fait presque partie de la culture. Pour le citoyen argentin qui se méfie de l'autorité, la loi, c'est pour les autres.»

Une culture de la confrontation

Parmi les divers facteurs qui ont favorisé l'éclatement de la crise, on doit également mentionner l'existence d'une culture politique fondée sur la confrontation plutôt que la négociation, d'expliquer le professeur Armony. «Dans l'histoire de l'Argentine, l'exercice du pouvoir est rarement le fruit de compromis. Il y a un modèle de comportement politique qui favorise les régimes d'exclusion tout en décourageant la formation de coalitions ou d'alliances politiques. Ceux qui gagnent décident de tout!»

Une telle culture a notamment contribué au développement du péronisme, un courant populiste aux penchants autoritaires qui continue de dominer la vie politique en Argentine depuis le règne de Peron dans les années 50 jusqu'au président actuel, Duhalde, en passant par Carlos Menem. «Il existe en Argentine un code populiste qui fait constamment appel à la mémoire collective et à l'identité nationale, de dire M. Armony. Les populistes, et les péronistes en particulier, aiment évoquer l'âge d'or des années 40 et 50, ainsi que la fierté d'être argentin peu importe que l'on soit riche ou pauvre, de droite ou de gauche.»

Vote pour Mafalda !

Même s'il y a toujours un politicien prêt à se présenter comme le leader de la lutte anti-corruption, les Argentins n'ont plus d'illusions et se fichent d'une classe politique qui, à



Photo : Andrew Dobrowsky

Né en Argentine, M. Victor Armony enseigne au Département de sociologie.

leurs yeux, a perdu toute légitimité. «En octobre dernier, rappelle M. Armony, lors des élections législatives, on a assisté à ce que certains ont appelé le «vote de la rage». De nombreux Argentins avaient alors collé sur leur bulletin de vote une photo de Mafalda en écrivant *je vote pour Mafalda!* Ce n'était pas un geste de contestation du système démocratique électoral mais un rejet de la classe politique. Aujourd'hui, les citoyens de toutes origines, hommes et femmes, continuent d'occuper la rue et pratiquent ainsi une sorte de vigile perma-

nente. Ils ne laissent aucun répit aux politiciens et leur font comprendre qu'ils sont sous surveillance. Et pour la première fois, les politiciens ont peur.»

Ces gestes de désobéissance civile et de résistance pacifique constituent, selon M. Armony, l'expression d'une nouvelle forme d'action collective que l'on voit se répandre ailleurs en Amérique latine. «C'est le signe que le peuple argentin a atteint une forme de maturité politique. Même si les médias ont mis beau-

coup l'accent sur l'instabilité gouvernementale – cinq présidents qui se succèdent en quelques semaines – l'Argentine n'est quand même pas une république de bananes. Les règles constitutionnelles ont été respectées. Il y a 20 ans, on aurait peut-être assisté à un coup de force militaire, scénario peu probable aujourd'hui, du moins à court terme. Les conquêtes démocratiques et l'État de droit, malgré leur relative fragilité, demeurent des acquis. Bref, le contraste est immense avec l'époque, pas si lointaine, où régnait la dictature militaire.»

L'UQAM, le 11 février 2002